

chapitre de la mise en oeuvre des accords de vérification, les participants ont été frappés par le grand nombre de problèmes décourageants posés par la destruction des armements. La Conférence a néanmoins favorisé une meilleure compréhension multilatérale des difficultés et des possibilités actuelles dans le domaine du désarmement, et elle fait prendre conscience de la nature de plus en plus interdépendante et multidimensionnelle de la sécurité.

Au terme de la Conférence, de nombreux participants ont effectué une visite du *Peace Memorial Park* à Hiroshima, témoignage poignant qui confirme l'urgence de trouver des moyens durables et pacifiques de régler les conflits.

À la suite de la Conférence, M^{me} Mason a passé dix jours dans la région Asie-Pacifique, où elle a amorcé des consultations sur le désarmement avec des hauts responsables, des universitaires et des représentants d'ONG. Outre le Japon, elle s'est rendue en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Indonésie et en Corée du Sud. Durant son séjour à Wellington, l'ambassadrice a rencontré des membres du Comité consultatif formé par le gouvernement néo-zélandais pour obtenir l'avis des représentants d'ONG sur les questions de désarmement, et à Canberra, elle a visité le centre de recherche pour la paix à l'Université nationale d'Australie.

Les consultations de l'ambassadrice ont fourni une excellente occasion de donner suite aux travaux de la séance de 1991 de la CDNU et de commencer les préparatifs pour la 46^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. De plus, M^{me} Mason a discuté des questions de sécurité dans la région du Pacifique ainsi que de la proposition du Canada en faveur d'un dialogue sur la coopération en matière de sécurité dans le Pacifique Nord. Par ailleurs, elle a souligné l'importance d'améliorer le fonctionnement des organismes multilatéraux chargés du contrôle des armements et du désarmement, et a encouragé une plus grande coopération sur les questions de désarmement entre les pays développés et ceux en développement qui sont animés du même esprit.

Le 27 juin, M^{me} Mason a fait part des résultats de ses consultations au cours d'un colloque à l'intention des étudiants et des professeurs du Centre d'études internationales et stratégiques de l'Université de York. ■

Le contrôle des armements et le désarmement dans les années 1990 à l'ordre du jour du Groupe consultatif

Le contrôle des armements et le désarmement dans les années 1990 étaient au coeur du débat lorsque les membres québécois du Groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements ont rencontré l'ambassadrice au désarmement, Peggy Mason, à Montréal le 20 mars. Trois conférenciers se sont adressés aux participants : le professeur Harold Klepak du département des études stratégiques du Collège militaire royal de Saint-Jean, qui a donné une perspective Nord-Sud; M^{me} Janine Kriebler, candidate au doctorat à l'Institut des sciences politiques de Paris (elle habite Washington), qui a donné une perspective Est-Ouest; et le professeur Jules Dufour du département des sciences sociales de l'Université du Québec à Chicoutimi, tenant d'une approche fonctionnaliste.

Perspective Nord-Sud

Le professeur Klepak a précisé que l'optimisme qui est de mise dans le contexte Est-Ouest du contrôle des armements est déplacé dans le cas du Tiers Monde. La fin des rivalités entre super-puissances aura certes quelques effets positifs, mais les États du Tiers Monde continuent à avoir de véritables besoins de sécurité auxquels ils répondent par les armes. Il a passé en revue les questions de prolifération susceptibles de dominer l'aspect contrôle des armements et désarmement des relations Nord-Sud dans les années 1990.

En matière d'armes nucléaires, le professeur Klepak entrevoit des signes prometteurs; en effet, le Brésil et l'Argentine ont conclu un accord de coopération nucléaire, l'Afrique du Sud a annoncé qu'elle signerait le TNP et enfin, le Pakistan et l'Inde ont déclaré avoir l'intention de prendre plus au sérieux leur engagement mutuel de ne pas attaquer leurs installations nucléaires.

Pour ce qui est des systèmes de missiles, le professeur Klepak était plus pessimiste. Les missiles balistiques sont des vecteurs qui ont beaucoup d'attrait pour les États du Tiers Monde; la guerre du Golfe a mis en évidence leur efficacité, sinon militaire, du moins politique; et le RCTM a une portée et une influence limitées. Des armes chimiques, il dresse un tableau tout aussi sombre. Bien qu'inutilisées pendant la guerre du Golfe, elles ont peut-être gagné en pres-

tige alors que le monde entier «retenait son souffle». Quant aux armes conventionnelles, à part l'Amérique latine où l'amélioration des relations laisse entrevoir la possibilité de négociations, le professeur Klepak ne prévoit guère de contrôle des armements.

Il a conclu en faisant remarquer que les États du Tiers Monde étaient conscients des changements récents dans l'équilibre des forces internationales et qu'ils s'efforçaient de trouver leur place dans le nouvel ordre mondial. Les questions de sécurité sont prioritaires pour eux. Si le Nord ne contribue pas à la recherche d'arrangements de sécurité par la diplomatie, le Sud ne se désarmera pas. M. Klepak est en faveur du contrôle des armements et du règlement des conflits régionaux.

Perspective Est-Ouest

M^{me} Kriebler s'est attardée à la signification et aux conséquences du «nouvel ordre mondial». D'après elle, la notion d'un monde régi par la règle du droit international, qui correspond à la vision du président Bush mais aussi des fondateurs de l'ONU, est un idéal de longue date qu'il sera difficile, dans les faits, de réaliser. Elle estime que le système de l'après-guerre froide est caractérisé par l'interdépendance, la fin de la bipolarité, la fragmentation des blocs et — à mesure que les États-Unis et l'URSS deviendront proportionnellement moins dominants — une plus grande autonomie des puissances intermédiaires. Le monde est plus complexe, mais aussi plus dangereux. Les conflits risquent d'être moins étendus, mais en même temps plus fréquents et plus nombreux.

M^{me} Kriebler juge que le monde se dirige vers un système d'équilibre des forces dans lequel les alliances sont souples — il suffit de penser à la guerre du Golfe — et les conflits susceptibles d'éclater n'importe où. Pour contrer l'instabilité inhérente à un système de ce type, elle préconise le recours à la diplomatie, aux traités et aux ententes multilatérales pour réglementer les activités et réduire les besoins en armements. Elle est pour le maintien d'institutions issues de la guerre froide, comme l'OTAN, qui pourraient devenir des instances politiques capables d'inciter les États à adopter certaines règles de conduite. Elle est en faveur du